

l'ensemble de leur patrimoine culturel. Je voudrais que le gouvernement réexamine cette politique, qu'il intervienne auprès de Radio-Canada pour éviter qu'on nous dépouille de notre patrimoine culturel.

Un exemple frappant de cette situation est la station de Labrador City, localité située dans une région éloignée dont le premier ministre (M. Mulroney) s'occupait lorsqu'il était président de la compagnie Iron Ore du Canada. Des localités comme celle-là se débattent actuellement pour survivre. Nous n'ignorons pas que les industries du fer et de l'acier traversent une période extrêmement difficile par les temps qui courent. Je ne crois pas qu'elles soient à l'agonie, mais elles ont du mal à survivre. Le moment est fort mal choisi, il me semble, alors que ces industries battent de l'aile, pour enlever aux localités dans lesquelles elles se trouvent leur unique moyen de s'exprimer, de s'identifier et de protéger leur patrimoine culturel. Je ne crois pas que le gouvernement réussisse à protéger ce patrimoine par cette mesure, car, au même moment, il en prend d'autres pour le détruire. Je voudrais demander aux députés ministériels de revoir cette politique, monsieur le Président.

Je crains que la mesure dont nous sommes saisis à l'heure actuelle ne soit pas valable, mais qu'il s'agisse simplement de poudre aux yeux. Cela n'aura rien d'étonnant, car le gouvernement nous a habitués à ce genre de choses dans le domaine économique. Les députés ministériels ont peut-être besoin d'un peu plus de temps. Je sais que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Clark) a fait des exposés de principe sérieux. Nous pouvons approuver ou rejeter ces déclarations, mais elles disent quelque chose. Il doit en être de même en ce qui concerne la politique économique.

Le gouvernement doit nous présenter des mesures positives pour la création d'emplois. Il se contente d'effectuer des coupures. Par exemple, les prestations d'assurance-chômage ont été réduites à un moment où la création d'emplois atteint un point sans précédent dans ma province. Par exemple, l'infrastructure des pêches a été victime de compressions alors que ce secteur doit lutter pour survivre. Le tarif des transbordeurs a été augmenté à Terre-Neuve. Les transbordeurs sont un élément essentiel des îles comme la mienne et l'île du Prince-Édouard. Si le tarif des transbordeurs augmente, non seulement les entreprises en souffriront et verront leurs dépenses augmenter, mais le consommateur dont les moyens sont limités devra supporter un fardeau accru.

Au lieu d'être saisis de mesures positives pour la création d'emplois, nous subissons des coupures qui nuiront à notre économie. Je dis au gouvernement qu'il doit maintenant renoncer à la pose, aux déclarations ampoulées et aux relations publiques et s'empresse de nous présenter de mesures vraiment concrètes afin de créer des emplois au Canada.

M. Brian Tobin (Humber-Port-au-Port-Sainte-Barbe): Monsieur le Président, je suis heureux de prendre la parole à propos de ce projet de loi. J'ai estimé que je me devais de mettre les gens en garde contre l'enthousiasme débordant du gouvernement qui déclare, à qui veut l'entendre, que le Canada est ouvert à tous les investissements, et ne pose aucune condition. Je ne m'oppose pas à ce principe. J'applaudis toute initiative susceptible d'amener des capitaux de façon légitime. Je rappelle au gouvernement que, au cours de la dernière année, 97 p. 100 environ des demandes présentées à l'AEIE ont été approuvées. Appeler cela Investissement Canada au lieu

d'Agence d'examen des investissements étrangers, même si c'est un changement très inspiré, n'aura pas beaucoup d'effet en soi sur la création d'emplois.

Alors que le premier ministre (M. Mulroney) dit aux Canadiens et à certains groupes d'hommes d'affaires des États-Unis que le Canada est ouvert aux investisseurs, il y a d'autres groupes aux États-Unis qui nous disent que leur pays est fermé aux exportations canadiennes. Les Canadiens savent que les quelques mots d'amitié échangés par le Président et le premier ministre en mars ne signifient pas que l'on a beaucoup d'influence sur l'administration, et encore moins sur le Congrès ou sur les divers secteurs de l'économie américaine. Je parle en particulier des efforts du secteur des résineux qui, au cours des dernières semaines, a essayé de nouveau de limiter les exportations canadiennes.

Le Canada est de loin le plus grand exportateur mondial de bois d'œuvre. Nous fournissons plus de 40 p. 100 des approvisionnements mondiaux. En 1982, plus de 66 p. 100 de ces exportations allaient aux États-Unis. De cette quantité, 56 p. 100 venaient de la seule province de Colombie-Britannique.

Il me semble un peu effrayant que, au moment où nous déclarons que le Canada est ouvert aux investissements et l'est depuis quelque temps, les États-Unis manifestent des tendances protectionnistes toujours plus grandes. Le secteur des résineux aux États-Unis agit rapidement, non pas par de simples protestations, mais au moyen de mesures législatives interdisant ou limitant à un minimum les importations de bois du Canada.

L'industrie forestière est le plus grand employeur au pays. Il n'y a pas de secteur industriel plus important. Pour notre balance commerciale, c'est un secteur plus important que l'agriculture, les pêches, les mines, le pétrole et le gaz réunis. C'est donc dire l'importance de ce secteur pour le Canada. Malheureusement, à la Chambre des communes et, me semble-t-il, dans tout le pays, dans le grand public et au cabinet en particulier, on ne se rend pas bien compte de ce que signifie cette statistique économique pourtant frappante.

Plutôt que de faire des changements esthétiques dans le nom des organismes, plutôt que de gérer en manipulant les médias, plutôt que de lier son apparence de compétence aux capacités de ses relationnistes, j'aimerais que le gouvernement, tout en manifestant son amour pour le gouvernement américain actuel, commence à défendre les intérêts canadiens. L'administration a récemment signé un accord limitant les expéditions canadiennes de papier journal en franchise, à destination de l'Europe, à 600,000 tonnes par année. Notre quota était autrefois de 1.5 million de tonnes. Je viens de rappeler à la Chambre l'importance du secteur des résineux. Je voudrais dire également que le papier journal est le deuxième élément du secteur forestier canadien. Plus de 100 localités au Canada n'ont qu'une seule industrie dont elles dépendent étroitement. Pourtant, on a signé, au cours des vacances de Noël, un accord dont les détails ont été annoncés le 27 décembre, alors que personne n'y prêtait attention. Cet accord limite la capacité du Canada d'exporter en franchise sur ce marché. Il y a quelques jours, un porte-parole de l'industrie a déclaré à *Chronicle Herald* de Halifax que cette décision était injuste et qu'elle avait été prise sans consultation avec les représentants de l'industrie. Si les industriels n'ont pas été consultés, pouvons-nous supposer que d'autres Canadiens l'ont été?